

Indice Ibrahim de la gouvernance

Le Maroc soigne son climat des affaires

• Il progresse en matière de développement économique durable

• Et améliore son environnement des entreprises

• Mais patine en droits humains

LE Maroc continue d'améliorer son score dans l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG) 2018. La Fondation Mo Ibrahim souligne particulièrement la rapidité des progrès réalisés par trois pays entre 2008 et 2017. Il s'agit du Kenya (passé du 19e au 11e rang), du Maroc (du 25e au 15e) et de la Côte d'Ivoire (du 41e au 22e).

Le Royaume a réalisé son meilleur score au niveau de la catégorie «Développement économique durable» (68,3 avec + 14,1 points depuis 2008), mais reste un moyen élève en termes de «Participation et droits humains» (avec un score de 41,8). Si la première catégorie intègre des critères comme la gestion publique, l'environnement des entreprises, les infrastructures et le secteur rural..., la seconde évalue, entre autres, les droits et la parité. Le Maroc raffe de bons scores quant il s'agit des services publics en ligne (100) ou encore la diversification des exportations (71,1). Il a amélioré aussi son environnement des entreprises (59,3). Les résultats sont palpables à travers plusieurs critères: absence de bureaucratie et formalités administratives excessives pour les entreprises (66,7), absence de restrictions pour l'investissement étranger (77), efficacité des procédures douanières (70,2) ou encore la solidité des banques (72,5). Voilà de quoi réjouir les investisseurs qui scrutent ces baromètres liés au climat des affaires. L'on rappelle que le gouvernement souhaite ramener le Maroc dans le top 50 du Doing Business d'ici 2021. Pour cela, beaucoup de chemin reste à parcourir. Par rapport à la satisfaction publique concernant la création d'emplois, le Maroc obtient un score moyen de 21,4. Cela dit, l'économie marocaine a besoin de stimulants immédiats pour lutter contre le chômage et créer de l'emploi, comme l'attestent de nombreux experts.

La dimension développement humain (+ 9) a bien progressé au cours des dix dernières années. Elle est entraînée par les progrès conséquents réalisés en

Indice de la gouvernance: Le Maroc progresse					
Pays 2017	Gouvernance globale score/100,0	Tendance 2008-2017	Classification	Classement /54	Évolution du classement
Kenya	59,8	+6,1	Progression accélérée	11e	+8
Maroc	58,4	+7,3	Progression accélérée	15e	+10
Côte d'Ivoire	54,5	+12,7	Progression accélérée	22e	+19

Source: Fondation Mo Ibrahim

La gouvernance globale en Afrique maintient sa tendance à l'amélioration. Le Maroc figure parmi les champions

matière de la protection sociale, de la santé et de l'éducation. Sur ce dernier créneau, le Royaume s'est classé 14e avec un score de 56,5. Au cours de ces dix dernières années, le pays a enregistré une évolution de 9,5 points. Qualité du système éducatif (+16,7), achèvement du cycle primaire (+13), inscription en cycle secondaire (+12,5), inscription en cycle tertiaire (+45)... c'est là où des progrès ont été enregistrés. En revanche, le système éducatif marocain continue de nourrir des inquiétudes par rapport à la satisfaction publique en matière de services éducatifs (-12,4), l'harmonisation du système éducatif

avec les besoins du marché (-8,4) outre les ressources humaines dans le cycle primaire (-0,1). De nombreuses institutions internationales dont le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'Unesco... avaient conclu que la défaillance du système éducatif est déterminante.

Des progrès ont été accomplis aussi dans le domaine de la santé (avec un score de 80,8) contribuant à la croissance démographique. Plusieurs indicateurs confirment cette évolution: campagnes de santé publique, absence de mortalité infantile et maternelle, accès à un réseau sanitaire, absence de maladies contagieuses et traitement antirétroviral.

Les meilleurs scores (100) reviennent à l'absence de sous-alimentation et la vaccination.

Des gains encourageants aussi en matière de sécurité et état de droit (un score de 61,9). Quatre critères sont évalués: état de droit (59,2), transparence et redevabilité (46,5), sécurité individuelle (58,9) et sécurité nationale (83,2). Deux domaines ont enregistré une évolution importante entre 2008 et 2017: l'accès à l'information publique et législative (+29,2 points) et l'accès à l'information financière et comptable des entreprises publiques (+25). Les dispositifs anti-corruption se sont améliorés aussi: +14,2. S'y ajoutent ceux de la fiabilité des services de police (+34) et l'absence de criminalité (+7,8). Toutefois, des dégradations sont enregistrées dans certains indicateurs: absence de corruption au sein du secteur privé (-17,9), absence de favoritisme (-2,7), perception publique de la sécurité individuelle (-13,7), absence de troubles sociaux (-29)...

A noter que la gouvernance globale en Afrique maintient sa tendance à l'amélioration. En 2017, le continent a réalisé son score le plus élevé des dix dernières années (2008-2017), 49,9 sur 100, soit une amélioration de +1 point par rapport à 2008. □

F. Z. T.